

**FORMES DE COMMUNAUTE DANS LES NOUVEAUX  
ETABLISSEMENTS DE LA BANLIEUE DE ROME  
BANLIEUES POPULAIRES — «BORGATE» — SPONTANÉES ET H.L.M.  
HABITATIONS À LOYER MODERE**

*Franco Martinelli*

Département de Sociologie  
Université La Sapienza, Roma

Dans cet exposé, j'entends analyser les diverses façons d'agir en tant que communauté des nouveaux résidents des zones de nouvelle construction de la banlieue de Rome. En me référant spécifiquement à Max Weber, j'entends par «agir en tant que communauté» l'action qui se traduit «par un aspect extérieur très différent selon le type d'établissement» — Weber parle de fermes isolées ou bien d'un village ou de rues urbaines, ou encore d'un immeuble-caserne — qui «peut revêtir une intensité très différente selon les circonstances, jusqu'à se réduire presque à zéro, et qui présente toujours un caractère moins intensif, et surtout plus discontinu, que celui de la communauté domestique qui — enfin — ne constitue pas la règle mais l'exception, pour autant qu'elle soit typiquement récurrente». Le fait d'agir en tant que communauté est exprimé par la communauté de voisinage, qui «se fonde encore, en général, sur le simple fait de la proximité du lieu effectif de séjour continu»<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Weber M., *Economia e società*, Edizioni di Comunità, Vol. I, p. 530; «Concetto di comunità e società rurale», in F. Martinelli, *Città e campagna: la sociologia urbana e rurale*, Napoli, Liguori 1981, pp. 150-151.

De nouvelles et diverses formes d'actions de communauté, qui se manifestent lors de circonstances et dans des situations d'établissement diverses, ont été observées au cours des recherches conduites récemment dans de nouvelles zones d'établissement d'habitat. Ces recherches visaient à évaluer dans quelle mesure les conditions de logement des zones d'habitat précédentes, les conditions d'établissement actuelles et le titre de propriété du logement (propriété ou loyer H.L.M.), ainsi que le niveau occupé dans la classe et la couche sociales, représentaient des facteurs susceptibles d'influencer l'utilisation du logement, territoire et des services (transport, services commerciaux, scolaires, médicaux-sanitaires et loisirs) ainsi que la qualité des nouveaux rapports sociaux<sup>2</sup>.

En particulier, dans cet exposé nous entendons préciser comment dans diverses conditions de logement et d'établissement, la condition de proximité du lieu d'habitation a pu favoriser, et en vue de quels objectifs, la manifestation d'actions de communauté. Les recherches présentées dans le volume «Roma nuova» ont pris en considération deux typologies résidentielles nettement différenciées: les banlieues populaires (borgate) spontanées, construites par les habitants eux-mêmes et les établissements relevant du secteur public et populaire du bâtiment (HLM — Habitations à loyer modéré).

### **1. Formes de communauté dans les «borgate» construites par les habitants.**

Les banlieues populaires (borgate) édifiées par les habitants eux-mêmes ont surgi dans de nombreuses zones de la banlieue romaine, de 1944 à aujourd'hui, en diverses phases, sur des lotissements de terrains dont la destination était essentiellement agricole, sous la forme de constructions abusives dans des localités qui n'étaient desservies par aucun service urbain. Déjà durant les années soixante, la Municipalité a décidé, à la suite de pressions exercées par les organisations des habitants des «borgate» abusives, parmi lesquelles l'Unione Borgate, appuyées par certains partis politiques, de reconnaître par des mesures administratives successives la légalité de toutes les «borgate» ainsi construites, reconnues comme existant de fait, et insérées dans des variantes apportées au Plan d'urbanisation. Une première périmétrie des «borgate» déjà abusives a été effectué en 1962; elle portait sur 3.841 hectares de zones de construction abusive pour 500.000 pièces et 500.000 habitants (elles furent indiquées comme zone F1). Des périmétries successives, allant

---

<sup>2</sup> Martinelli F., Roma nuova: borgate spontanee e insediamenti pubblici; Dalla marginalità sociale alla domanda di servizi, Milano, Angeli 1986.

jusqu'en 1978, ont reconnu encore 83 noyaux pour environ 4.400 ha, représentant un volume de 253.000 pièces et un nombre d'habitants équivalent, auxquels on a ajouté les zones F1 précédentes, désormais aménagées, représentant encore 122.000 pièces et autant d'habitants. Ces zones ont été dénommées zones 0. Les périmétries et la reconnaissance de fait des résidences abusives ont donc concerné jusqu'en 1978 presque un million de pièces pour en nombre égal d'habitants. Le processus d'autoconstruction et d'autopromotion abusives s'est poursuivi jusqu'à la loi nationale de régularisation, promulguée par la suite par des décrets-lois en 1986 et concerne aujourd'hui plus d'un million de pièces pour presque autant d'habitants (on calcule que les logements construits n'ont pas été tous occupés).

Il s'agit environ d'un tiers des pièces et des habitants de la Municipalité de Rome, qui comprenait lors du recensement de 1981 2.821.000 habitants résidents. Face à une «cité abusive illégale» de cette entité, l'intervention publique de l'IACP (Istituto Autonomo Case Popolari) durant la décennie 1972-1981 avait prévu et construit dans la Municipalité de Rome 103.449 pièces pour environ 100.000 habitants<sup>3</sup>. La participation relativement modeste de l'intervention publique — à côté de l'ampleur prise par le phénomène de la construction abusive — explique en partie la nécessité et l'opportunité politique de légitimer à posteriori la pratique de la construction abusive.

La «borgata» comme communauté: Fidene.

La recherche sur Fidene, «borgata» dont le périmètre a été établi en 1962 comme F1, née sur l'emplacement de l'ancienne ville étrusque et romaine, commencée en 1944, a mis en lumière les formes spécifiques d'agrégation qui ont contribué à la fondation et au développement de la «borgata». Comme le rapporte le témoin Adorna: «avant la coopérative il y avait quatre ou cinq baraquements, très bas». Des gens appartenant à des familles qui se connaissaient personnellement y habitaient, parmi lesquels Pietro et Nino, les leaders (l'un, garçon de classe et l'autre plus tard pompiste) qui provenaient d'une première coopérative agricole, transformée ensuite en coopérative d'achat et de lotissement d'une partie du terrain agricole qui faisait partie de la propriété cultivée. Les lotisseurs ont dressé le plan actuel de la «borgata», prévoyant une place centrale et un emplacement réservé à l'église. Maintenant la place, au centre de laquelle s'élève la statue d'un religieux, est le centre symbolique et commercial de la «borgata».

Lors du tirage au sort des lots «selon le pacte adopté, celui qui n'avait pas déjà construit sa propre maison était tiré au sort; par con-

---

<sup>3</sup> Martinelli F., «Un complesso di edilizia popolare, Vigne Nuove», in Roma nuova, cit., pp. 96-120.

tre, celui qui avait déjà une maison ne changeait pas de lot... J'ai changé de lot... A dix nous avons soulevé ma baraque, telle quelle, nous avons enlevé les tuiles dessus et nous l'avons emportée là-bas... Il y avait une harmonie qui régnait entre nous, un respect, nous pouvions laisser toutes les portes grand ouvertes» (témoignage de Pierre).

Au début, une chapelle a été dressée dans la petite maison d'un particulier en location: sur l'autel, sans aucune image, un voile bleu représentait un M, le nom de Maria, «la Maman de Jésus»; la première image-statue de la Madone a été achetée avec l'argent d'une souscription. Au groupe des 62 associés qui avaient fixé à 4 hectares le plan de Fidene, d'autres personnes se sont jointes, qui étaient venues à la suite du lotissement suivant... Les demandes d'eau de l'aqueduc, de routes macadamisées, d'électricité, privée puis publique, d'égouts et de tous les autres services étaient présentées aux autorités par l'intermédiaire de la paroisse, qui conserve des archives des demandes faites à la Municipalité et des réponses officielles. Une visite du Pape Paul VI à la «borgata», à Noël 1965 — l'une des ses premières visites en banlieue —, a attiré l'attention de la presse et des autorités.

L'action en communauté était exprimée à Fidene par un groupe initial, formé de personnes liées par des intérêts communs et par l'amitié, qui s'étaient renforcés tout au long des années difficiles (l'eau de l'aqueduc avait été fournie en 1952, l'électricité installée en 1953, les rues asphaltées en 1966, après la visite du Pape, un commissariat mobile réclamé avec insistance, pour les 10.000 habitants actuels, en avril 1987). La solidarité des premiers habitants et les actions de communauté se sont poursuivies, fondées sur les habitudes paysannes conservées par une grande partie des habitants de Fidene, provenant pour la plupart de l'hinterland qui longe la via Salaria<sup>4</sup>.

L'habitude à la solidarité, dans des circonstances exceptionnelles, se révèle comme étant une possibilité virtuelle latente chez les habitants de la «borgata», plus enclins au contrôle social, et prêts également à des actions collectives non seulement de caractère formel, comme la constitution d'associations, mais qui assument un caractère concret, dicté par l'intérêt collectif.

Durant la période des vacances scolaires de Noël 1986-87, des groupes de parents d'élèves de l'école primaire Nobel de Fidene, après avoir constaté l'état constant de saleté, et d'abandon de l'édifice scolaire et des salles de classe, ont entrepris une action collective: les parents des élèves ont bénévolement, et en assumant collectivement les frais de peinture et d'équipements, peint à la chaux et

---

<sup>4</sup> Martinelli F., «Borgata Fidene: dalla comunità al quartier», op. cit. pp. 59-94.

laqué six classes. L'activité de nettoyage des salles s'est poursuivie dans des initiatives scolaires: la Direction, ainsi que les professeurs, se sont attelés au nettoyage extraordinaire de l'école, à l'aménagement des plate-bandes des jardins intérieurs et sont prêts à entreprendre le nettoyage à l'extérieur de l'école. Certaines classes se sont organisées en classes écologiques dotées de matériel de nettoyage et de jardinage. Le niveau général du contrôle exercé sur la propreté de l'école s'est notablement élevé.

L'assesseur aux services scolaires de la Municipalité — invité après la réfection — n'a pas encore alloué les fonds réclamés, nécessaires au nettoyage général de l'école. Les salles remises à neuf, ne présentent après quelques mois ni une éraflure ni la moindre égratignure. Les parents de Fidene ont enseigné à leurs enfants, en leur donnant l'exemple d'un travail communautaire, le respect pour le milieu où l'on vit. La nouvelle, à la fin du mois d'avril, n'a jamais été publiée dans la presse<sup>5</sup>.

## **2. Formes de communauté dans les quartiers HLM.**

Dans les zones de HLM — là où le plan d'urbanisation a prévu la construction de logements de l'Institut autonome de maisons populaires et de coopératives de particuliers —, les formes d'activités de communauté se fondent sur l'identité d'intérêt immédiat que nourrissent les nouveaux habitants tant envers la qualité de la construction des logements, parfois non terminés, qu'envers la dotation en temps voulu de services publics et privés — services de transport public, commerciaux, d'équipement sanitaire et scolaire, lieux destinés aux loisirs.

Contrairement aux «borgate» construites par les habitants, où ceux-ci ont lotis illégalement des terrains agricoles et ont projeté et construit les premières habitations qui présentent les caractéristiques de la maison rurale (tout d'abord de petites maisons à un étage, puis de petits immeubles dotés de jardin-potager, des caves transformées en garage, de vastes cuisines), qui ont entretenu des rapports de bon voisinage tout au long d'un séjour prolongé, et se sont souvent entraïdés pour bâtir leur logement ou pour construire et aménager des tronçons de rues ou des services (comme cela s'est produit lors de l'installation du premier aqueduc à Fidene), les habitants des logements des coopératives individuelles — qui ont appris à se connaître lors des assemblées des coopératives — ou ceux des logements populaires à affecter — qui se réunissent au début en comité de locatari-

---

<sup>5</sup> Colloquio con la preside della Scuola media Nobel, prof.ssa Giovanna Ricciuti Terro-ne, 31 marzo 1987.

res — vivent un impact divers avec le logement, au moment de la livraison, et avec le quartier nouvellement créé, qui souvent naît à la périphérie de la ville consolidée et qui présente des conditions d'isolement par rapport à la campagne, inhabituelles pour des groupes de personnes provenant d'autres zones urbaines.

Autour des noyaux familiaux se réunissent des associés de la coopérative et des groupes de locataires, des comités et des associations de résidents ou de bénéficiaires de logements qui s'organisent pour transmettre une demande collective de services primaires (raccordement du gaz domestique, fonctionnement des ascenseurs, octroi des lignes téléphoniques, création d'une nouvelle ligne de transport public, mise en place de services médicaux et pharmaceutiques, demande de centres commerciaux, défense et aménagement des zones vertes laissées en place).

Certains comités, dits Comités de quartier, se créent dans les zones de nouvel établissement. Dans la IV Circonscription de la Municipalité, dans l'ensemble HLM de Vigne Nuove, assignées en mai 1980, un Comité de locataires, composé d'environ cent personnes (par rapport aux 2500 habitants de l'ensemble) a conduit des luttes et organisé des manifestations pour obtenir un moyen de transport public qui devait relier l'ensemble au centre du quartier. A la fin du mois d'avril 1987, un comité de quartier renouvelé à Vigne Nuove — qui s'était regroupé durant l'automne et l'hiver pour obtenir de la part de l'Institut la fourniture du service de chauffage, reportée par suite du retard dans les paiements de la part d'une grande partie des locataires — revendique un passage plus fréquent des services de transport public, jugés insuffisants surtout durant les heures de pointe. Aussi bien le Comité des locataires de 1981 que le Comité de quartier de 1986 sont soutenus par des organisations politiques: à l'époque par le parti communiste, récemment par Démocratie Proletaire et Liste de lutte, organisations à gauche du PCI<sup>6</sup>.

Dans la recherche conduite dans la zone de construction publique de Tor Bella Monaca Nuova — un Plan d'aménagement de la zone qui s'articule en 188 hectares de superficie avec une population de 28.000 habitants —, on rapporte toute l'histoire des initiatives de représentations entreprises par les locataires de HLM, racontée par une participante, sociologue de profession. Il apparaît déjà que les chefs de file sont représentés par des personnes d'un bon niveau intellectuel ayant des liens organisés avec les forces politiques, contrairement à ce qu'il en était pour les premiers habitants des «borgate».

---

<sup>6</sup> Ufficio speciale Piano regolatore, Il piano per l'edilizia economica e popolare, Documenti 3, Comune di Roma.

Les formes de représentation (les formes de l'action en tant que communauté) sont liées à l'action politique et prennent des formes violentes. Selon le témoignage de Tiziana: «en juin et en septembre 1984, la Via Casilina a été bloquée quatre fois pour obtenir des licences pour les magasins et les comptoirs de vente de l'Institut communal de consommation...».

La première manifestation d'agrégation a été le Comité de lutte. En mai 1984, les actions du Comité visaient à obtenir une réduction du prix des loyers grâce au passage du juste loyer au loyer social avec une réduction généralisée des loyers. Le Comité de lutte devient en juin 1985 le comité de quartier qui se déclare indépendant de tout parti politique, s'organise sur la base de représentants d'escaliers, et prévoit cependant la participation directe de tous les bénéficiaires de logements au conflit. Les revendications concernant les services ont eu pour effet l'obtention de 1984 à 1987 d'un service d'autobus dans l'enceinte du quartier, de magasins et d'un centre commercial, d'un commissariat, d'une pharmacie, toujours dans le quartier. A la remise des logements, les rues étaient, naturellement, aménagées, et l'eau et l'électricité assurées. De mai 1983 à avril 1987, des actions de communauté ont obtenus des résultats équivalents à ceux qui avaient été obtenus en quarante ans (de 1944 à 1986) à la «borgata» Fidene — comme cela avait été le cas, selon des modalités diverses, pour la «borgata» limitrophe Tor Bella Monaca.

Il apparaît évident que les actions de communauté — liées chaque fois à des objectifs précis — se fondent sur des intérêts communs très forts, et que la situation de voisinage est ici provoquée par une intervention extérieure, à savoir l'assignation du logement. Il est probable que l'action de communauté n'arrive pas à se renforcer sous forme de rapport durable, de même qu'il est prouvé qu'elle ne concerne jamais la totalité des habitants. Au cours des entreprises recueillis à Tor Bella Monaca, de nombreux cas d'incongruités de statut sont apparus, comme il ressort de l'entretien avec Esterina, professeur, femme d'un sous-officier de marine. Comment juge-t-elle en fait la zone? «Déplorable, sous tous les points de vues. Avant tout pour ce qui concerne les assignations: on ne peut pas mettre tous les oeufs dans le même panier. Nous avons été expulsés et on ne devait pas nous loger dans un quartier où nous nous trouvons mêlés à des gens qui ont derrière eux dix ans de prison... Puis il y a le problème des handicapés... très souvent il s'agit de gens méchants et leur insertion est difficile»<sup>7</sup>.

Le groupe qui dirige le Comité de quartier — comme l'affirme Tiziana — a par contre pris en charge le problème des handicapés et

---

<sup>7</sup> Martinelli F., «Il complesso di Tor Bella Monaca nuova», in op. cit., pp. 196-233.

en a fait l'axe central de la plateforme: il a entrepris des actions visant à l'élimination des barrières architectoniques existant à l'intérieur et à l'extérieur des logements qui leur étaient livrés (marche pour accéder au balcon, absence de rampes d'accès) et au développement de l'assistance sanitaire (physiothérapie et assistance à domicile pour les distrophiques musculaires). Les actions de communauté dans ce type de situation se font sous la poussée d'un fort élan engendré par la conscience politique et le sens de l'organisation: le leadership naît de la reconnaissance des valeurs idéologiques attribuées par le groupe. Parfois il risque de se heurter aux représentations d'autres groupes, comme dans le cas de Tor Bella Monaca nuova — lorsque le Comité de quartier a dû affronter le problème des occupants illégaux des logements eux aussi organisés en groupe et qui menaient une bataille pour défendre les logements occupés comme une guerre entre pauvres.

Au sein des ensembles de l'Institut des HLM surgissent des formes d'agrégation basées sur des intérêts conflictuels et opposés: d'une part, on a les groupes des occupants abusifs des logements déjà terminés mais qui n'ont pas encore été livrés aux familles qui sont habilités à en disposer conformément à la loi, et d'autre part, les groupes représentant les bénéficiaires légitimes.

### **Le complexe HLM de Corviale**

Une recherche conduite par Gianfranco Piccioni au sein de l'ensemble de Corviale — un méga-édifice de l'Institut HLM de neuf étages, qui s'étend sur une longueur de 2 km sans interruption, et groupe un ensemble de 2.500 habitants — a rapporté en 1986 la formation du noyau originaire du Comité de quartier et la création opposée d'un Comité du village de tentes.

«L'analyse des rapports sociaux à Corviale — écrit Piccioni<sup>8</sup> — doit nécessairement partir d'un groupe d'environ 100 bénéficiaires de logements, qui a surveillé l'ensemble pendant six mois environ, avant de réussir à obtenir la remise des clés». Selon un habitant:

«Nous avons fait des piquets: pendant les six mois qui ont précédé la remise du logement, nous sommes arrivés à ne pas le laisser occuper, d'autant plus que, pour des occupants de profession, étant donné qu'il s'agit d'un immense édifice, entrer était un jeu d'enfants». Le premier noyau familial qui a organisé la surveillance engendre une première intégration sociale dans un climat fortement émotif. Comme en témoigne un habitant: «environ 80 familles, qui se relayaient dans

---

<sup>8</sup> Piccioni G., *Servizi pubblici e nuove relazioni sociali: il complesso di Corviale*, tesi di laurea, Roma 1986.

la surveillance, ont aussi pu faire connaissance, nous nous sommes ouverts, découverts, chacun savait tout de l'autre. Une fois que nous avons eu les clés en main, nous avons fait des folies pendant trois mois. Nous allions une fois chez les uns, une fois chez les autres. Puis, peu à peu, les choses sont redevenues normales, mais rien que de me souvenir de cette période fait que je ne pourrai jamais quitter cet endroit, même s'il y a un tas de problèmes. Et c'est nous, justement ceux qui se sont connus à l'extérieur, qui sommes restés les plus unis». Un autre témoin: «Quand nous sommes entrés, il y a eu des scènes très émouvantes. Quand nous avons vu la première fenêtre s'ouvrir, nous nous sommes mis à crier comme des fous, le soir nous avons célébré l'évènement, en faisant rôtir des saucisses en plein air».

A partir du premier noyau d'habitants, le Comité de gestion, naît en 1983. Celui-ci est élu par tous les habitants établis et la présence de ce premier noyau de personnes déjà intégrées a garanti l'élection d'un bon nombre de personnes de ce groupe, qui appartenaient à une couche sociale plus élevée, employés, ouvriers, classe moyenne. Le premier Comité s'est ensuite dissout par suite de différends internes, provoqués par une tentative d'hégémonie de la part du parti communiste. La crise du premier Comité a donné lieu cependant à une prolifération d'anticomités tous non politiques, réunis autour des nouvelles réalités de voisinage dispersées dans le maxi-édifice.

Une histoire parallèle est l'histoire des habitants occupants illégaux qui avaient au début tenté l'occupation des logements de Corviale et qui se sont installés dans des tentes et des caravanes sur l'esplanade face à l'édifice, créant ainsi ce que l'on appelle le «village de tentes». Les habitants du village de tentes qui campaient devant l'édifice, qui utilisaient l'eau de la fontaine, l'électricité provenant d'une dérivation de l'Enel (équivalent de l'EDP) et un certain nombre de personnes qui se relayaient, d'août 1983 au 7 janvier 1985, se sont organisés selon des modalités diverses, jusqu'à ce que — après la neige de l'Épiphanie — les 63 familles qui étaient restées ont obtenu une installation provisoire dans les hôtels de la Municipalité et ensuite, l'assignation légitime d'une HLM.

L'histoire de l'occupation débute en Août 1983, sous l'oeil bienveillant des gardiens de l'entreprise de construction; 40 familles environ se sont installées dans les appartements vides et pas encore achevés; de Septembre à Décembre, l'occupation prend fin avec l'installation d'environ 700 familles. On met sur pied un Comité d'occupation qui agit selon la méthode forte, en prenant la place des occupants dans les appartements qu'ils trouvaient vides la nuit. Au moment de l'expulsion, qui a eu lieu le 20 décembre 1983, le Comité d'occupation est dissout, mais certains décident de résister dans la

rué, campés près des voitures et ensuite ils construisent des baraques en cartons. C'est ainsi que naît un nouveau Comité qui organise la bataille contre l'institut HLM. Il fonctionnait sur la base d'assemblées et une certaine franchise régnait dans les rapports: «Il y avait des couteaux et des revolvers, qui étaient même plutôt menaçants» comme le dit un témoin du Mouvement fédératif démocratique qui est intervenu en qualité de médiateur entre le village de tentes et l'Institut. Plusieurs descentes nocturnes des agents de police sur les lieux, et des vérifications des conditions réelles des besoins, ont réussi à éliminer une partie des conditionnels de l'occupation des logements, qui étaient toujours présents dans ces occasions. L'histoire du village de tentes est l'expression d'un autre épisode d'action de communauté, qui se traduit par des conflits à l'extérieur et par la solidarité à l'intérieur<sup>9</sup>.

Dans toute ces formes d'occupation des HLM, on a constaté des formes d'action collectives, caractérisées par de fortes tensions émotives et soutenues — au contraire de ce qui se passait au début de la période de construction des borgate (car, vu le fait qu'elles étaient abusives, les habitants préféraient recourir au favoritisme dans leur demande) — par une forte inspiration idéologique, dont l'idée force était le droit au logement. C'est ainsi que dans ces actions de lutte, les circonstances ont réuni aussi bien les couches moyennes que les classes laborieuses.

Les actions collectives des habitants des «borgate» qu'ils avaient eux-mêmes construites et qui revendiquent le droit à la légalité du logement et à la fourniture des services primaires (rues, égout, eau, électricité, gaz, transports) et celles des occupants abusifs et des destinataires des HLM ou ceux de coopératives, qui se sont organisés pour obtenir, à côté du logement, les services d'urbanisation primaires et secondaires, constituent ce que l'on pourrait appeler une «situation exceptionnelle prolongée»; il s'agit de situations collectives à leur début qui s'organisent sur la base d'intérêts engendrés par les conditions de précarité dans lesquelles se trouvent les établissements humains.

### **3. Les Comités de quartier dans la ville de Rome**

À côté des actions de communauté qui viennent d'être décrites — qui présentent des caractéristiques indiquées «stricto sensu» par Weber, parmi lesquelles la plus importante est celle du «caractère exceptionnel» de la situation —, il faut remarquer des épisodes d'association que l'on retrouve souvent au sein de la vie urbaine.

---

<sup>9</sup> Piccioni G., op. cit. pp. 454-463.

Dans une enquête de 1974, le professeur Romano Bettini a décrit et analysé les activités des Comités de quartier, qu'il a voulu distinguer tant des Comités de lutte dans les «borgate», que des Comités des locataires et des bénéficiaires des logements de l'Institut HLM. Les Comités de quartier sont nés après 1970, et en particulier au cours de 1972, lorsqu'a été adoptée la répartition de la Municipalité de Rome en 20 circonscriptions, sur la base de la nomination des 500 conseillers appartenant aux divers partis politiques élus à la Municipalité, et qui s'est achevée le 27.10.1972. Dans l'étude de Bettini, qui a porté sur 80 Comités de quartier, dont 53 ont fait l'objet d'enquête, les Comités considérés ont été divisés en: 29 Comités autonomes, 6 nés d'associations école-famille, 5 de bénéficiaires de logements, 4 de Listes de lutte et 5 inspirés par les forces politiques. Parmi ceux-ci, 34 agissaient dans le cadre territorial couvert par la circonscription, 14 dans une zone ou un quartier, les autres au niveau d'une école ou d'un groupe d'immeubles<sup>10</sup>. Les Comités de quartier furent très actifs durant ces années-là et ils ont obtenu leur plus grand succès dans le conflit soutenu par le Comité Aurelio, pour soustraire à la speculation des promoteurs du bâtiment le Parco del Pineto.

Tout au long des luttes organisées en manifestations et en activités de recherche et de représentation, avec occupation de fait, préparation du projet d'urbanisme, dénonciation à la presse, participation de tous les partis politiques et des circonscriptions, les Comités de quartier Aurelio, Primavalle, Sant'Onofrio, Trionfale, Torvecchia et Monte Mario, ainsi que les Adjointes de trois circonscriptions, ont remporté une victoire inespérée, imprévue et exemplaire. La Loi régionale du 23.2.1987, dénommée «Institution du parc régional urbain Pineto», a décidé la destination obligatoire à un espace vert de 248 ha de terrain, avec des interdictions précises, entre autres, d'ouvrir de nouvelles rues et de nouveaux points de pénétration; d'exécuter quelque ouvrage de construction et d'urbanisation que ce soit; (paragraphes c) et f) de l'art. 8 des Normes de sauvegarde). L'action du Comité de quartier Aurelio et d'autres, partant d'agrégation de caractère communautaire, ont su — grâce à l'intégration d'experts, d'Universités, d'associations d'écologistes et des citoyens — transformer l'action communautaire «exceptionnelle» en une organisation dont le but était d'obtenir des objectifs institutionnels<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Bettini R., *Il decentramento urbano a Roma*, Editrice tecnico scientifica, Pisa 1976; Bettini R., *Governo della città processi partecipatori e sottosistemi urbain*, Carucci, Roma, 1978.

<sup>11</sup> Comitato di quartiere Aurelio, *Il Pineto* 1.° maggio 1982.

Legge regionale 23 febbraio 1987, n. 21, *Bollettino ufficiale della Regione Lazio*, 20.3.1987, parte prima.

Au début de 1987, de nombreuses associations privées poursuivent leur action dans diverses zones et dans divers quartiers de la Municipalité de Rome. Une série d'articles dans *L'Unità* du 16 avril 1987 recensait environ 200 organisations spontanées (chiffre inférieur à la réalité), en mentionnant particulièrement — à côté des associations des locataires et des associations culturelles — les nombreux Comités inspirés par des objectifs écologiques, qui actuellement semblent être l'élément essentiel à la base de toute association<sup>12</sup>.

## Conclusion

Malgré l'interprétation dichotomique de communauté / société, dérivant de Toennies et qui règne encore en souveraine dans la littérature sociologique — pour laquelle la communauté de voisinage est identifiée à la vie paysanne et la condition de groupement urbain, à l'individualisme, à la superficialité et à l'absence des rapports et même à une certaine hostilité envers les autres — (comme le faisait remarquer Simmel), les analyses présentées soulignent l'existence de diverses formes de communauté qui agissent dans le milieu urbain. Organisées autour d'objectifs d'un intérêt immédiat, avec des pôles logistiques (arrêt d'un autobus, jardin devant la porte) et ayant des finalités visant à une meilleure qualité de la vie, ces formes d'agir en tant que communauté, qui ne sont plus centrées sur les noyaux de solidarité familiale et paysanne, revendiquent — non pas dans le milieu du travail comme par le passé, mais au niveau du lieu de la résidence — des services collectifs plus efficaces, une meilleure qualité de l'environnement, un niveau plus élevé d'aménagements esthétiques, redécouvrant ainsi, ensemble, les possibilités de l'action collective et la mise en valeur historique et esthétique des lieux de leurs résidences urbaines.

---

<sup>12</sup> Il potere della gente. Viaggio nell'arcipelago dei Comitati di quartiere, *L'Unità*, 16 aprile 1987, pp. 17-19.